

Les crédits

Je vois les députés d'en face et ils ne sont pas nombreux. On dirait que, sans venir d'une autre planète, je ne sais pas d'où ils viennent.

Le Budget fait mal, terriblement mal. Mon collègue de Frontenac disait tantôt que parmi les cultivateurs et les agriculteurs qu'il a vus, pas un ne peut se dire satisfait de ce Budget.

Eux autres, ils disent qu'il est acceptable, qu'il est bon. Je ne comprends pas d'où viennent ces députés.

Une voix: De l'Ontario.

• (1550)

M. Canuel: Jamais on n'attachera trop d'importance à l'agriculture, et plus particulièrement, aux jeunes agriculteurs. Un peuple qui n'est pas autosuffisant en alimentation est un peuple qu'il faut associer au tiers monde. Un pays qui ne met pas l'agriculture en tête de ses priorités, c'est un pays qui n'a absolument rien compris.

Lorsque le gibier commença à manquer, l'homme trouva l'agriculture pour assurer sa survie et depuis, rien n'a remplacé la nourriture issue de cet art. Mais cette nourriture issue de la terre commande énergie, efforts, sueurs et travail, investissements et risques. Oui, les agriculteurs risquent beaucoup, énormément même et cela depuis des générations. Ces personnes sont prêtes à assumer des risques terribles.

Ces gens-là, chez eux, sont devenus souverains. Ils sont propriétaires de leurs terres. Ils sèment les céréales qu'ils veulent. Ils élèvent les animaux de leur choix. Leur travail ne commande pas forcément des heures fixes, mais on sait une chose, cela commande des heures incroyables. Ils sont prêts à se donner un pays.

Dans un sondage commandé par l'UPA et dont les résultats ont été rendus publics le 22 novembre 1990 à l'occasion de la Commission Bélanger-Campeau, 73 p. 100 des agriculteurs favorisaient la souveraineté-association.

Et le 2 septembre dernier, en pleine campagne électorale, en présence du premier ministre, Daniel Johnson, le président de l'UPA, M. Laurent Pellerin, indiquait: «La souveraineté, ce n'est pas beaucoup plus inquiétant que la situation actuelle, que ce qu'on a vécu dans la volaille et ce qu'on vit quotidiennement dans les échanges commerciaux». C'est le président de l'UPA qui a dit cela.

Oui, les agriculteurs ont, depuis des années, relevé de grands défis: passer de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture industrielle, faire face à la concurrence internationale, informatiser leurs entreprises, apprendre de nouvelles techniques de production et être à la fine pointe de toutes les technologies nouvelles. Ils sont prêts à relever un beau et grand défi, un nouveau défi pour eux, redevenir complètement maître chez eux, autrement dit, devenir souverains.

À ceux et celles qui disent que la souveraineté du Québec entraînerait une profonde remise en question de l'agriculture

québécoise, nos agriculteurs répondent que c'est beaucoup plus l'ouverture des marchés qui conditionne l'avenir de l'industrie québécoise que l'avènement d'un Québec souverain.

Ceux et celles qui pensent qu'il est improbable que les agriculteurs des autres provinces acceptent le maintien de la gestion de l'offre se trompent. Tout le monde sait que pour maintenir les revenus de tous les producteurs de lait, toutes les provinces ont intérêt à maintenir la gestion de l'offre.

Nous doutons que le reste du Canada, en particulier l'Ontario et les Maritimes, aient intérêt à mettre fin à la gestion de l'offre qui demeure le seul système de sécurité du revenu valable pour les agriculteurs. S'ils devaient le faire, ils enclencheraient un processus d'ouverture des marchés devant lequel il est certain que le reste du Canada en ressortirait perdant.

Je veux ouvrir ici une parenthèse. Il est difficile au Québec, et particulièrement dans ma région, de parler d'agriculture sans parler de foresterie. La plupart de nos agriculteurs ont une partie de leur ferme en boisé. Pour plusieurs, ces boisés traités adéquatement leur procurent un revenu d'appoint et parfois un revenu assez consistant.

Encore là, le gouvernement fédéral vient de pénaliser ces groupes de personnes. Le Plan de l'Est, qui devait être renouvelé pour trois ans, ne l'a été que pour un an.

• (1555)

C'est un manque à gagner pour deux ans de plus de 13 millions. L'entente fédérale-provinciale, qui se termine en 1996, tire également de l'aile. Je vous rappellerai que ces ententes fédérales-provinciales existent depuis 25 ans au Canada et on les remet en question, malheureusement. Des personnes, les forestiers, les agriculteurs sont très inquiets de ce qui va arriver.

Investir en agriculture c'est obligatoire, investir en foresterie, c'est une nécessité. C'est un plus, c'est un investissement, ce n'est pas un cadeau. Les ministres de l'Agriculture et des Ressources naturelles plient l'échine devant les grosses bottes du ministre des Finances qui, lui-même, plie l'échine devant les multinationales. C'est cela le problème, qui gouverne le pays? Ce sont les multinationales. Et le ministre des Finances, à l'occasion, donne son point de vue. Mais ce n'est qu'un point de vue. Quand, tantôt, on nous a accusés ici, en face, de partisanerie, je le veux bien parce que nous représentons, notre population. À ce moment-là, je voudrais bien être partisan pour les défendre jusqu'au bout.

Je peux dire que ce qui s'en vient c'est apeurant pour ne pas dire affolant.

C'est un devoir de justice de se nourrir, de nourrir les autres car nous avons en Gaspésie un territoire extrêmement grand. Quand on ne nous donne pas les moyens d'investir dans ces territoires agricoles, on pourrait nourrir des milliers de personnes, pour ne pas dire des millions de personnes, il s'agit d'avoir simplement un petit coup de pouce. Bien sûr les gens de nos régions sont habitués aux risques, comme je le disais tantôt, aux aléas de la température, des maladies, des taux financiers et ils